
L'investissement direct étranger au Qatar en 2012

Résumé

Les IDE ont joué un rôle capital dans l'économie qatarienne en permettant la mise en valeur des ressources gazières du pays et ils accompagnent l'Emirat dans sa politique de diversification. En 2012, les flux d'IDE sont légèrement repartis à la hausse, après une forte baisse en 2011 liée à l'achèvement de projets de liquéfaction de GNL. Ils devraient continuer à progresser avec les méga-projets d'infrastructures prévus dans les dix ans à venir dans la perspective de la Coupe du monde de football

En 2012, les flux IDE reprennent après la chute de 2011, mais sont loin du niveau moyen des 10 dernières années.

Au cours de la dernière décennie, le Qatar a reçu des flux importants d'IDE (2,9 Mds USD en moyenne par an sur la décennie) oscillant entre 3,8% du PIB et 8,3% du PIB pendant la période 2004/2010 avec un pic en 2009 (8 Mds USD soit 8,3% du PIB). Il en résulte que le stock d'IDE au Qatar est passé de 2,2 Mds USD (12,6% du PIB) en 2001 à 30,5 Mds USD (24% du PIB) en 2010.

Ce niveau élevé d'IDE s'explique par les investissements massifs réalisés par les majors du secteur pétrolier (Exxon Mobil, Total), dans la filière gazière (exploitation de champs off-shore et construction de méga trains de liquéfaction) ainsi que par l'investissement de Shell dans la plus grande usine au monde de GTL (gas to liquid, transformation du gaz en carburant liquide).

Selon les chiffres de la CNUCED, en 2011, pour la première fois depuis 10 ans, les flux d'IDE entrants au Qatar étaient légèrement négatifs (- 86,8 M USD soit -0,05% du PIB en 2011). En 2012, ils sont repartis à la hausse avec des flux entrants de 327 M USD (0,18% du PIB), mais qui sont loin des niveaux de 2009-2010 (respectivement 8,1 Mds USD soit 8,31% du PIB et 4,67 Mds USD soit 3,67% du PIB). Ce faible niveau de flux entrants s'explique par la conjonction de deux facteurs : d'une part, l'achèvement des projets de liquéfaction et le moratoire sur l'exploration gazière décidé par les autorités qatariennes, et, d'autre part, les rapatriements de dividendes des compagnies pétrolières, les investissements étant désormais en phase de production.

En 2012, le stock d'IDE au Qatar s'est établi à 30,8 Mds USD soit 16,86% du PIB contre 24% du PIB en 2010.

En matière de comptes extérieurs, le compte courant du Qatar étant structurellement excédentaire (32% du PIB en 2012), les IDE ne jouent pas un rôle majeur dans l'équilibre de la balance des paiements. En revanche, ils apportent une contribution décisive à l'économie qatarienne qui n'a ni la technologie, ni les ressources humaines pour conduire des projets industriels d'envergure.

Les IDE sont principalement réalisés dans le cadre de co-entreprises avec les entités publiques ou semi-publiques qatariennes. Selon les dernières statistiques nationales disponibles, les Etats-Unis tenaient en 2009 la tête du classement des investisseurs étrangers avec 26,4% du stock d'IDE, suivis par les Pays-Bas (26,1%), le Royaume-Uni (11,3%) et les Emirats Arabes Unis (7,8%).

Sur un plan régional, le Qatar, se positionne en 3^{ème} place en termes d'investissements accueillis parmi les pays du Golfe entre 2002 et 2012, avec 8,7% des flux après l'Arabie Saoudite (55,5%) et les Emirats Arabes Unis (26,9%).

Au cours des prochaines années, tant que le moratoire n'aura pas été levé, les IDE ne devraient pas retrouver le niveau qu'ils ont atteint pendant la décennie précédente. L'on devrait toutefois assister à une diversification des IDE dans le secteur de la pétrochimie et dans les secteurs hors-hydrocarbures en particulier grâce à l'effet d'entraînement du programme d'investissement public dans les infrastructures prévu afin de préparer la Coupe du Monde de Football de 2022.

Progression significative des IDE français en 2012 avec une présence française qui ne cesse de se développer.

Le Qatar était en 2012 le premier récipiendaire d'IDE français exprimés en stock dans les pays du CCEAG loin devant l'Arabie (1.215 M€), Oman (692 M€), les Emirats Arabes Unis (326 M€), le Koweït (66 M€) et Bahreïn.

Selon les données de la Banque de France, le stock des investissements directs français au Qatar serait passé de 1,684 Md € en 2011 à 1,930 Md € en 2012 soit une progression de près de 15% sur un an et une multiplication par 5 de nos IDE depuis 2005. En 2012, l'essentiel de l'augmentation du stock d'IDE découlerait des réinvestissements de bénéficiaires (212 M EUR) mais ces chiffres sont en-deçà de la réalité et ne reflètent pas le poids de la présence française au Qatar. En effet, de nombreux investissements (notamment dans le domaine des hydrocarbures) ne sont pas faits à partir de la France.

Notre stock d'investissements directs est principalement concentré dans l'extraction du pétrole et du gaz (60%), les industries chimiques (25%) et les services financiers (7%).

A ce jour, 95 implantations françaises sont recensées au Qatar et ce nombre ne cesse de progresser avec la perspective du lancement de nombreux projets liés à l'organisation de la Coupe du Monde de football (programme d'investissement public de 250 Mds USD sur la période 2010-2020).

Le secteur des hydrocarbures représente la majeure partie des investissements français. Ainsi, le groupe Total, qui a une dizaine de filiales dans le pays, est vraisemblablement au 3^{ème} rang des investisseurs étrangers. Les entreprises Technip, GDF-Suez et Air Liquide ont également participé activement au développement des hydrocarbures au Qatar (Air Liquide y a sa plus grande filiale dans la région MENA). La présence française s'est diversifiée au cours des dix dernières années avec des implantations françaises dans le BTP (Bouygues, Eiffage et Vinci) et l'environnement (Suez-Environnement et Veolia), mais également les équipements sécuritaires et l'avionique (Thales, EADS), les équipements de distribution électrique (Nexans, Alstom Grid, Schneider Electric), les télécommunications, les services informatiques et les technologies de l'information (Alcatel-Lucent, Atos, Orange Business Systems), l'ingénierie (Egis, Setec, Systra) et les services financiers (BNP Paribas, Axa). Le nombre de franchises françaises progresse également avec de nouvelles enseignes d'origine française.

Un environnement réglementaire globalement favorable.

L'environnement des affaires du Qatar est favorable à l'investissement étranger avec un régime fiscal très attractif. Ainsi, le Qatar se classe 48^{ème} dans le classement «doing business» de la Banque Mondiale. Néanmoins le maintien, dans un grand nombre de secteurs, voire un possible renforcement de l'obligation pour une entreprise étrangère de s'associer avec un sponsor local devant détenir une participation majoritaire peut constituer, dans certains cas, un frein à l'investissement.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.